

L'INCORRUPTIBLE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

MAI-JUIN



SOMMAIRE

ROBESPIERRE DANS LE TEXTE	2
BILLAUD-VARENNE CONTRE LA GUERRE ET POUR UNE PAIX ARMÉE	4
ARGUMENTS DES DÉPUTÉS BRISSOTINS BELLICISTES	5
LA GUERRE : UN PROCESSUS DE DÉCOMPOSITION, DU GRAND CRI D'ESPÉRANCE DE 1789	6
LA RÉVOLUTION, L'ARMÉE, LA GUERRE	8
UNE BATAILLE TROP MÉCONNUE, LA VICTOIRE DE WATTIGNIES	9
KUNIKO OHARA, UNE FIDÈLE AMIE DU SOLEIL LEVANT	10
VIE DE L'ARBR	11
JAURÈS : OPINION SUR LA DÉCLARATION DE GUERRE EN 1792	12

“ Si vis pacem para bellum.

Locution latine.

”

ÉDITO -

par Rémi Vernière
Secrétaire ARBR

Il est toujours vain et sans doute problématique de vouloir refaire l'histoire après-coup. Pour faire un pas de côté en lien avec notre malheureuse actualité, c'est sans doute la question qui animera et taraudera les observateurs politiques et les citoyens progressistes si par malheur l'extrême droite parvenait au pouvoir le 7 juillet 2024 à l'issue d'un acte politique pratiqué par un président pyromane. Mais arrêtons-là notre digression.

Refaire l'histoire après coup, c'est un jeu sans fin, mais qui a au moins une vertu pour les historiens : il donne sa force à l'analyse a posteriori. Deux questions méritent ainsi d'être posées à la faveur de la thématique retenue pour cette livraison de *l'Incorruptible* :

- est-ce que le sort de la révolution aurait pu être différent sans la déclaration de guerre votée le 20 avril 1792 par la Législative ?

- est-ce que le processus lent qui a conduit la Révolution française à se perdre « dans la grande aventure de la guerre » était inexorable ?

Difficile de trancher les débats même si chacun aura bien sa petite idée. Les historiens disposent quant à eux d'archives et d'éléments tangibles pour répondre à ces interrogations. C'est

ce qu'ils proposent de faire dans ce numéro, en suivant les événements pas à pas et en multipliant les points de vue.

La guerre, vous l'aurez compris, c'est le choix thématique que nous avons fait pour ce numéro. En vérité, comme souvent ces derniers temps, nous vous proposons de consacrer deux numéros à cette question qui télescope l'actualité avec la guerre en Ukraine.

La guerre va engager la Révolution française dans un mouvement complexe et paradoxal.

Certes, libérer des énergies, exporter les principes révolutionnaires, donner quelques mythes à notre République naissante (Valmy) et oublier au passage d'autres grandes victoires (Wattignies - cf. l'article de Pierre Outteryck). Mais, conjointement, la guerre contre la coalition européenne déclenchée le 20 avril 1792 va sans doute sceller le sort d'un mouvement révolutionnaire qui n'avait pas besoin de cela. La guerre est un puits sans fond qui a transformé l'idéal révolutionnaire « en un processus de décomposition du grand cri de 1789 » nous dit Claude Mazauric fidèle en cela aux propos de Jaurès. Oui, la guerre comme fossoyeur de la Révolution française.

En réalité, on peut s'interroger sur l'opportunité d'une telle guerre ? Était-elle vraiment nécessaire ? Et rejoindre une nouvelle fois Claude Mazauric qui comme de nombreux scrutateurs avertis loue la lucidité d'un Robespierre qui dès le 2 janvier 1792 pointait les risques de dévoiement d'une Révolution française engagée (contre son gré ?) dans une guerre européenne. Mais Robespierre n'était pas le premier à s'inquiéter d'une guerre aux frontières contre les monarchies européennes. Billaud-Varenne (cf. l'article rédigé à quatre mains par Françoise Brunel et Bruno Decriem), dans les premiers jours de la Législative, avait fait entendre une voix singulière : le risque qu'un bellicisme aveugle ne produise l'effet contraire en renforçant le pouvoir exécutif ou en précipitant le règne d'un nouveau César... Tiens donc !

Les « hommes politiques » comme Billaud-Varenne et Robespierre pour ne citer qu'eux avaient un avantage certain sur les élus actuels : la pré-science et une grande hauteur de vue. Bonne lecture...

ROBESPIERRE DANS LE TEXTE



Gottfried, *Marche de l'Avant-garde d'un Bataillon à l'Armée*, 1792.

Au fil des trois premières années de la Révolution, de plus en plus de membres des ordres privilégiés avaient émigré. Beaucoup d'entre eux s'installèrent à peu de distance des frontières françaises, dans des villes comme Coblenz, dans l'objectif de convaincre les puissances voisines à faire la guerre à la France révolutionnaire afin de rétablir l'Ancien régime par les armes. Si la déclaration de Pillnitz du 27 août 1791 — par laquelle le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche exprimèrent leur sympathie pour cette cause sans cependant s'engager concrètement — put faire croire à certains que la guerre était inévitable, cela est loin d'être certain. L'enthousiasme pour la guerre qui se répandait parmi les patriotes ne reflétait de toute façon pas un simple besoin de ne pas être devancé par une puissance ennemi. D'autres thèmes furent mis en avant : il fallait faire la guerre pour venger l'« honneur » français malmené par les princes qui hébergeaient les émigrés et libérer les peuples de l'Europe. Ce faisant, on exposerait les trahisons du pouvoir exécutif et l'on renforcerait même l'économie et le cours de l'assignat. L'un des principaux porte-paroles de ce courant était le journaliste et Législateur Jacques Pierre Brissot.

Ce sont Brissot et ses arguments que Robespierre combattit dans une série de discours à la Société dite des « Jacobins » à partir de décembre 1791. Sa position était minoritaire, quoique partagée par d'autres révolutionnaires connus : Marat, Billaud-Varenne, Camille Desmoulins... Il était néanmoins parmi ses défenseurs les plus éloquents.

Robespierre ne s'opposait pas à la guerre en pacifiste, mais indiquait plutôt les dangers de la guerre par rapport aux exemples historiques et à la situation actuelle de la France. Il ne faisait pas de doute que la Cour ne favorisait la guerre que dans l'espoir de la perdre, et puisque ce serait elle qui la mènerait, on avait raison de craindre que l'issue ne soit pas favorable à la Révolution. Miser sur la libération de l'Europe par les armes n'était pas plus réaliste. Robespierre ne réussit pas à convaincre et la guerre fut déclarée le 20 avril 1792, lançant

la France révolutionnaire dans une aventure longue et sanglante qui tout en entraînant la chute de la monarchie — contre l'attente de Robespierre — finit par être tout aussi funeste à la Révolution qu'il l'avait prédit.

Soulignons cependant que l'on peut voir en creux, dans ses avertissements, l'ébauche d'une conduite de la guerre que Robespierre et une partie de ses collègues tâcheront de mettre en œuvre en 1793-an II : subordination du militaire au civil, de l'exécutif au législatif, contrôle des généraux, élection des officiers et promotion du modèle d'un soldat-citoyen détenteur de droits et non plus soumis à une discipline absolue et arbitraire... tout en expérimentant eux-mêmes combien il est difficile d'éviter les pièges que la guerre tend au respect des « droits civils et politiques »

Texte sélectionné et présenté
par **Suzanne Levin**,
docteure en histoire

POUR ALLER PLUS LOIN, VOIR :

Marc BELISSA, « Robespierre et la guerre » dans M. BIARD et P. BOURDIN, éd., *Robespierre. Portraits croisés*, 2012, p. 95-108.

Alan FORREST, « Robespierre : la guerre et les soldats » dans J-P JESSENNE, G. DEREGNAUCOURT, J-P HIRSCH et H. LEUWERS, éd., *Robespierre. De la nation artésienne à la République et aux nations*, 1994, p. 359-368.

Premier discours de Robespierre sur la guerre, prononcé devant la Société des amis de la Constitution, séante aux Jacobins le 18 décembre 1791, OMR, t. VIII, p. 47-64

La guerre ! s'écrient la cour et le ministère, et leurs innombrables partisans. La guerre ! répète un grand nombre de bons citoyens, mus par un sentiment généreux, plus susceptibles de se livrer à l'enthousiasme du patriotisme, qu'exercés à méditer sur les ressorts des révolutions et sur les intrigues des cours. Qui osera contredire ce cri imposant ? Personne, si ce n'est ceux qui sont convaincus qu'il faut délibérer mûrement, avant de prendre une résolution décisive pour le salut de l'état, et pour la destinée de la constitution, ceux qui ont observé que c'est à la précipitation et à l'enthousiasme d'un moment que sont dues les mesures les plus funestes qui aient compromis notre liberté, en favorisant les projets, et en augmentant la puissance de ses ennemis, qui savent que le véritable rôle de ceux qui veulent servir leur patrie, est de semer dans un temps pour recueillir dans un autre, et d'attendre de l'expérience le triomphe de la vérité. [...]

La cour et le ministère veulent la guerre, et l'exécution du plan qu'ils proposent ; la nation ne refuse point la guerre, si elle est nécessaire pour acheter la liberté : mais elle veut la liberté et la paix, s'il est possible, et elle repousse tout projet de guerre qui seroit proposé pour anéantir la liberté et la constitution, même sous le prétexte de les défendre. [...]

Quelle est la guerre que nous pouvons prévoir ? Est-ce la guerre d'une nation contre d'autres nations, ou d'un roi contre d'autres rois ? Non. C'est la guerre des ennemis de la révolution française contre la révolution française. Les plus nombreux, les plus dangereux de ces ennemis sont-ils à Coblenz ? Non, ils sont au milieu de nous. Pouvons-nous craindre raisonnablement d'en trouver à la cour et dans le ministère ? Je ne veux point résoudre cette question ; mais puisque c'est à la cour et au ministère que la guerre permettrait la direction suprême des forces de l'état et les destins de la liberté, il faut convenir que la possibilité seule de ce malheur doit être mûrement pesée dans les délibérations de nos représentants. [...]

La guerre est toujours le premier vœu d'un gouvernement puissant qui veut devenir plus puissant encore. Je ne vous dirai pas que c'est pendant la guerre que le ministère achève d'épuiser le peuple et de dissiper les finances, qu'il couvre d'un voile impénétrable ses déprédations et ses fautes ; je vous parlerai de ce qui touche plus directement encore le plus cher de nos intérêts. C'est pendant la guerre que le pouvoir exécutif déploie la plus redoutable énergie, et qu'il exerce une espèce de dictature qui ne peut qu'éfrayer la liberté naissante ; c'est pendant la guerre que le peuple oublie les délibérations qui intéressent essentiellement ses droits civils et politiques, pour ne s'occuper que des événements extérieurs, qu'il détourne son attention de ses législateurs et de ses magistrats, pour attacher tout son intérêt et toutes ses espérances à ses généraux et à ses ministres, ou plutôt aux généraux et aux ministres du pouvoir exécutif. C'est pour la guerre qu'ont été combinées, par des nobles et par des officiers militaires, les dispositions trop peu connues de ce code nouveau [le décret du 5 juillet 1791] qui, dès que la France est censée être en état de guerre, livre la police de nos villes frontalières aux commandans militaires, et fait taire devant eux les lois qui protègent les droits des citoyens. C'est pendant la guerre que la même loi les investit du pouvoir de punir arbitrairement les soldats. C'est pendant la guerre que l'habitude d'une obéissance passive, et l'enthousiasme trop naturel pour les chefs heureux, fait, des soldats de la patrie, les soldats du monarque ou de ses généraux. Dans les temps de troubles et de factions, les chefs des armées deviennent les arbitres du sort de leur pays, et font pencher la balance en faveur du parti qu'ils ont embrassé. Si ce sont des Césars ou des Cromwells, ils s'emparent eux-mêmes de l'autorité. Si ce sont des courtisans sans caractère, nuls pour le bien, mais dangereux lorsqu'ils veulent le mal, ils reviennent déposer leur puissance aux pieds de leur maître, et l'aident à reprendre un pouvoir arbitraire, à condition d'être ses premiers valets.

[...] La guerre, habilement provoquée et dirigée par un gouvernement perfide, fut l'écueil le plus ordinaire de tous les peuples libres.

Ce n'est point ainsi que raisonnent ceux qui, impatients d'entreprendre la guerre, semblent la regarder comme la source de tous les biens ; car il est plus facile de se livrer à l'enthousiasme, que de consulter la raison. Aussi croit-on déjà voir le drapeau tricolore planté sur le palais des empereurs, des sultans, des papes et des rois : ce sont les propres expressions d'un écrivain patriote, qui a adopté le système que je combats. D'autres assurent que nous n'aurons pas plutôt déclaré la guerre, que nous verrons s'écrouler tous les trônes à la fois. Pour moi, qui ne puis m'empêcher de m'apercevoir [sic] de la lenteur des progrès de la liberté en France, j'avoue que je ne crois point encore à celle des peuples abrutis et enchaînés par le despotisme. [...]

Ne nous dites donc plus que la nation veut la guerre. La nation veut que les efforts de ses ennemis soient confondus et que ses représentants défendent ses intérêts : la guerre est à ses yeux un remède extrême dont elle désire être dispensée : c'est à vous d'éclairer l'opinion publique, et il suffit de lui présenter la vérité et l'intérêt général pour les faire triompher. [...]

Billaud-Varenne contre la guerre

Réunie le 1^{er} octobre 1791, l'Assemblée législative est confrontée au problème de l'émigration, en particulier des officiers nobles percevant des pensions. Accueillis dans des petits États allemands du Saint-Empire, ces émigrés entretiennent la contre-révolution en France. C'est par un débat sur l'émigration que la guerre se trouve bientôt à l'ordre du jour, tant à la Législative qu'au club des Jacobins qui reprend de l'influence, après la scission des Feuillants.

Le 16 octobre 1791, la parole est à un « auteur de plusieurs ouvrages politiques », Billaud-Varenne, et son discours jugé assez important pour que le club en vote l'impression. Billaud n'insiste pas sur le rôle des « puissances de l'Europe » auxquelles les « riches » émigrés implorent « secours » : il vaut « mieux avoir de front ces traîtres à la patrie, que si, placés à la tête de votre propre armée, ils conduisaient à la boucherie nos généreux défenseurs » dit-il. Mais il dénonce les ministres, « nos premiers ennemis », en particulier Duportail (Guerre) qui néglige de « garnir les frontières d'hommes et de munitions de guerre ». Il s'agit donc, non d'arrêter l'émigration, mais de taxer les propriétés des émigrés, voire, à terme, de les confisquer. S'impose surtout la surveillance de « la conduite du ministère » et des agents de l'exécutif : il faut que « la pointe des bayonnettes soit appliquée sur toutes les poitrines ». Brissot, député de Paris, journaliste

connu et ardent propagandiste de la « république » à l'été 1791, semble lui répondre, le 20 octobre, à la Législative, illustrant la fracture profonde du camp patriote. Il lance l'offensive belliciste en demandant « de punir les grands coupables qui ont établi dans le Brabant et dans quelques petits États allemands des foyers actifs de contre-révolution ». Il est appuyé par d'autres députés du « côté gauche », tel Isnard qui brandit la menace d'une guerre contre l'Autriche.

La guerre devient le centre d'un débat majeur après le veto royal opposé au décret du 9 novembre 1791 qui somme les émigrés de rentrer sous peine d'être considérés comme conspira-

teurs et punis de mort s'ils sont « fonctionnaires publics ». Alors que Robespierre, de retour à Paris, intervient prudemment, le 28 novembre, Billaud parle longuement, le 5 décembre, dénonce le roi qui attise des « conspirations infernales » et, de nouveau, Duportail dont la négligence est une « trahison évidente » et qui confie des commandements aux « généraux les plus perfides ». Il pose surtout d'importantes questions constitutionnelles, en particulier celle du veto et de « l'intention » du roi « d'anéantir [la liberté] que nous avons conquise ». Nommant Louis XVI « despote », il rappelle la « trahison » du « voyage avorté

à Varennes » et souligne qu'il protège les contre-révolutionnaires, car « l'armée noire » est conduite par « ses plus proches parents ». Ainsi, la Législative doit lui signifier « qu'une invasion des ennemis d'Outre-Rhin » entraînerait immédiatement « qu'il [serait] destitué de la couronne étant censé l'avoir abdiquée » (Constitution, art. 6, chap. II, titre III). Billaud, enfin, attaque La Fayette, « souillé du sang de ses concitoyens au Champ-de-Mars », nommé l'un des généraux en chef.

Ce manifeste d'anti-bellicisme patriote est suivi de deux discours, les 19 décembre 1791 et 29 janvier 1792, qui s'inscrivent dans le débat sur le fait de « déclarer la guerre » maintenant

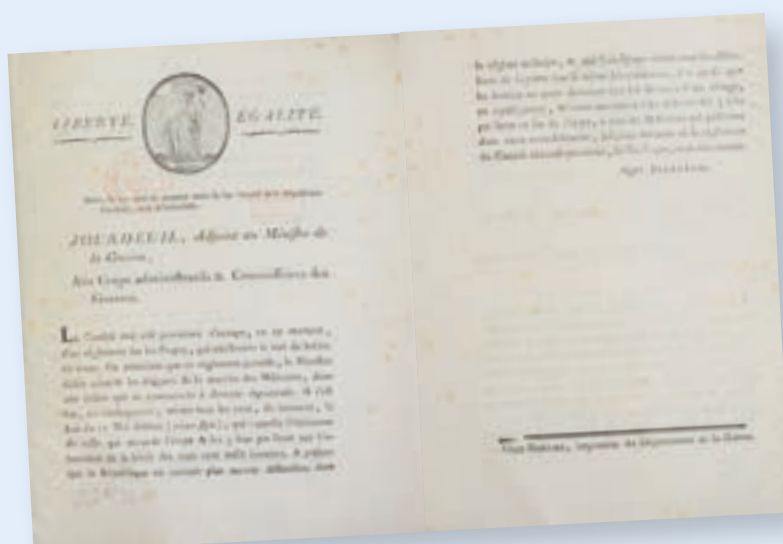
et pour une paix armée

officiellement ouvert aux Jacobins. Ces discours mettent l'accent sur la vigilance révolutionnaire face aux manœuvres royales et à « la trompette martiale » des « Brissotins ». Le premier souligne le caractère inconstitutionnel de l'ultimatum lancé, le 14 décembre, à l'Électeur de Trèves, « une déclaration bien positive de guerre ouverte », alors que la Nation a renoncé à « toute guerre offensive ». Le dernier discours se situe après l'ultimatum à l'empereur, frère de la reine, et l'intervention de Robespierre, le 25 janvier. Billaud souligne que celui-ci n'est pas « isolé » dans le combat anti-belliciste, d'autres Jacobins ayant « manifesté le même sentiment » et il cite Danton, Anthoine, Desmoulins, Doppet, Santerre ou Panis. Ce discours entérine la rupture avec les Brissotins et leur ambition trompeuse d'une guerre libératrice.

« Les rois sont mûrs, s'écrie-t-on. Eh bien ! laissez-les tomber d'eux-mêmes. »

Billaud-Varenne, adversaire précoce de l'aventure belliciste, en redoute surtout les conséquences politiques, le renforcement du pouvoir exécutif, qu'il s'agisse du roi ou d'un général vainqueur.

Françoise Brunel et Bruno Decriem



Jourdeuil, adjoint au ministre de la Guerre, aux corps administratifs et commissaires des guerres. 1793.



Bombe nationale : un bonnet servant de couronne à un ballon auquel est adapté une nacelle dans laquelle sont plusieurs voyageurs aériens parcourant le camp des Autrichiens et jettant [sic] sur leurs têtes quantités de cocardes et bonnets tricolores... Anonyme, 1792.

ARGUMENTS DES DÉPUTÉS BRISSOTINS BELLICISTES

Jacques-Pierre Brissot, député du département de Paris à la Législative, 20 octobre 1791 (débat sur les émigrés, *Moniteur*, réimpression, t. 10, p. 172-173)

[...] « Parlez enfin le langage d'hommes libres aux puissances étrangères, et ce système de révoltes qui tient à un anneau factice s'écroulera bien vite, et non seulement les émigrations cesseront, mais elles reflueront vers la France [...]. Il est temps enfin de faire cesser les espérances chimériques qui égarent des fanatiques ou des ignorants ; il est temps de vous montrer à l'univers ce que vous êtes, hommes libres et français. Vous devez donc à la sûreté autant qu'à la gloire de la nation d'examiner les outrages que vous avez reçus des dispositions des puissances étrangères. [...]

Pourquoi l'empereur, qui a donné des ordres pour qu'on respecte le pavillon français, protège-t-il le rassemblement des révoltés ? Pourquoi le roi de Prusse a-t-il ordonné l'inspection de ses troupes et ne les réduit-il pas ? Pourquoi le cordon des troupes sardes et espagnoles croit-il tous les jours ? Il importe que nous soyons promptement instruits des motifs de ces rassemblements, afin que nous prenions des mesures grandes, généreuses et dignes de la nation que nous représentons. [...]

Le peuple anglais aime votre révolution, le gouvernement la hait ; mais à Dieu ne plaise que je veuille vous environner de terreurs... Je dois vous rassurer sur la conduite de la cour autrichienne ; son chef aime la paix, veut la paix, a besoin de la paix. [...] Je dédaigne de parler des autres princes [...] Je crois donc que la France, soit qu'elle porte ses yeux au dehors, soit qu'elle considère la situation intérieure, doit

concevoir des espérances, et qu'il est temps d'effacer l'avi-lissement dans lequel l'insouciance ou la pusillanimité l'ont plongée ; il est temps de lui donner une attitude imposante, de faire respecter les personnes et les propriétés. [...] La vengeance d'un peuple libre est lente, mais elle frappe sûrement ».

Maximin Isnard, député du département du Var à la Législative, 29 novembre 1791 (débat sur le projet de Davenport, député des Ardennes, d'un ultimatum aux électeurs de Trêves et de Mayence les sommant de disperser les rassemblements d'émigrés, *Moniteur*, *ibid.*, p. 503-505).

[...] Il s'agit de demander au roi de parler d'une manière impérieuse à ces petits princes d'Outre-Rhin qui ont la hardiesse téméraire de favoriser les rebelles. [...]

Le Français va devenir le peuple le plus marquant de l'univers ; esclave, il fut intrépide et fier ; libre, serait-il timide et faible ? Traiter tous les peuples en frères, ne faire aucune insulte, mais n'en souffrir aucune ; ne tirer le glaive que pour la justice, ne le remettre dans le fourreau qu'après la victoire ; enfin, toujours prêts à combattre pour la liberté, toujours prêts à mourir pour elle et à disparaître tout entier de dessus le globe, plutôt que de se laisser ré-enchaîner, voilà le caractère du peuple français.

[...] Un peuple en état de révolution est invincible. L'étendard de la liberté est celui de la victoire. [...] Ne craignez donc rien, sinon que le peuple se plaigne que vos décrets ne correspondent pas à tout son courage ».

LA GUERRE : UN PROCESSUS DE DÉCOMPOSITION DU GRAND CRI D'ESPÉRANCE DE 1789

Par Claude Mazauric

Nous remercions chaleureusement notre fidèle ami de nous autoriser à publier de larges extraits de cet article paru le 5 mai 2021 dans l'Humanité, qu'il a revu et complété : « Face à l'actualité, je confirme pleinement mes propos d'alors que j'ai souhaité compléter ici »

On ne peut rien comprendre à ce que fut le « temps napoléonien » si l'on néglige de s'interroger sur le fait décisif que fut la transformation des élans de la Révolution commencée en 1789 en guerre européenne généralisée à partir de 1793.

La « France en révolution » en 1789 était confrontée à une situation internationale marquée par la victoire militaire des « Insurgents » et l'indépendance des États-Unis pour la réalisation de laquelle la monarchie française a été partie très prenante en se trouvant toujours, de ce fait, malgré ses difficultés intérieures, en position de force à l'échelle européenne et que, d'autre part, le mythe de « l'équilibre européen » résultant des guerres et des traités antérieurs, couvrait en fait un déséquilibre qui ouvrait la porte à l'établissement de nouveaux rapports de forces internationaux favorables à terme à la reconstitution élargie de la puissance britannique dont la force navale dépassait celle de toutes les autres.

Aux yeux des partisans de l'ordre nouveau comme dans le parti de la cour, l'idée s'imposait que seule la monarchie française pouvait en entraver le dessein et cela en renforçant plus fortement la puissance d'arbitrage des Bourbon sur le continent : cette idée était commune aux partisans de la monarchie comme aux milieux dirigeants de la banque et du négoce où les futurs Brissotins dominaient. Pour cela, il fallait affirmer la supposée puissance militaire et d'arbitrage de la monarchie française en Europe et Outre-Mer et tout autant trouver une porte de sortie à la crise intérieure en faisant diversion : il n'en fallut pas plus pour que la révolution accepte le tournant de la guerre...

Celui qui a le mieux perçu par avance les conséquences possibles et insurmontables de la guerre – il est loin d'en avoir été le seul même s'il en fut le plus éloquent – fut Maximilien Robespierre. La dénonciation par Robespierre des risques encourus par la possibilité même d'une guerre européenne remonte à 1791 et va beaucoup plus loin que la simple évocation, d'ailleurs percutante et bien ajustée, de l'envoi hors des frontières des « missionnaires armés ». Prononcée le 2 janvier 1792, elle visait le bellicisme « révolutionnaire » des amis de Brissot, les futurs « Girondins ». Il faut citer en entier la phrase du discours prononcé devant la club des Jacobins : « la plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés ; et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme des ennemis ».



Claude Mazauric

Mais il faut aller plus loin. Pour saisir le fond théorique de la position de Robespierre, il faut rappeler tout ce qu'il déclarait, alors que la contre-révolution monarchique, nobiliaire et cléricale, la Cour elle-même, préconisaient ouvertement, en France même, l'intervention armée des monarchies européennes contre la « France en révolution » et que nombre de « patriotes », comme Brissot lui-même, voyaient dans la guerre le moyen, pour des raisons contraires à celle de la Cour, surmonter les contradictions sociales et idéologiques de la révolution commençante en « internationalisant », si j'ose dire, un processus généralisé d'abolition des « anciens régimes ».

Robespierre comprit que le cumul des deux positions opposées, contre-révolutionnaire et hyper-révolutionnaire, conduirait la Révolution dans une impasse qui en transformerait le sens national, mais plus encore la portée universelle et la finalité.

De fait, à partir de 1792, la logique de la « Révolution » s'est inscrite dans une incontournable logique de guerre : Jules Michelet le montra magistralement. « À partir du printemps de 1793, la Révolution, ce sera désormais la guerre avec toutes ses conséquences possibles » : cette formule du regretté Jean-Paul Bertaud le dit excellemment. Maximilien Robespierre était donc lucide et perspicace et en disciple de Montesquieu et de Rousseau, il avait d'ailleurs analysé les risques et les illusions des protagonistes de la déclaration de guerre, cela dans son discours prononcé le 2 janvier 1792 devant le Club des jacobins contre la perspective de guerre. Avec une incroyable lucidité, il y avait évoqué les risques de dévoiement de la « révolution » commencée en 1788-1789.

Réfléchissez seulement sur la marche naturelle des révolutions. Dans des états constitués, comme presque tous les pays de l'Europe, il y a trois puissances ; le monarque, les aristocrates et le peuple, ou plutôt le peuple est nul. S'il arrive une révolution dans ces pays, elle ne peut être graduelle ; elle commence par les nobles, par le clergé, par les riches, et le peuple les soutient lorsque son intérêt s'accorde avec le leur pour résister à la puissance dominante, qui est celle du monarque. C'est ainsi que parmi vous ce sont les Parlements, les nobles, le clergé, les riches, qui ont donné le branle à la révolution ; ensuite le peuple a paru. Ils s'en sont repentis, ou du moins ils ont voulu arrêter la révolution, lorsqu'ils ont vu que le peuple pouvait recouvrer sa souveraineté ; mais ce sont eux qui l'ont commencée ; et sans leur résistance et leurs faux calculs, la nation serait encore sous le joug du despotisme.

Robespierre aurait pu en rester là. Mais, une fois la guerre déclarée, il devint l'homme de la résistance, à la fois à la défaite intérieure de la Révolution, mais aussi aux frontières, à l'invasion des armées des « têtes couronnées » ! Et c'est aux lendemains de la victoire significative de Fleurus, qu'en juillet 1794 on l'élimina. Finalement pourquoi ?

Pour installer à l'intérieur la « réaction » et à l'extérieur, assurer l'hégémonie continentale de la France (bourgeoise) « révolutionnée ». La république thermidorienne des politiciens bourgeois, des affairistes et des généraux couverts de gloire militaire, fut l'héritière, à la fois et en même temps, de ce que l'on conserverait de la Révolution française de 1789 et de ce que la puissance militaire acquise permettrait d'imposer en Europe et au grand concurrent : l'Angleterre ! Finalement, l'ultime exécuteur testamentaire de ce pas de deux historique fut effectivement Napoléon Bonaparte.

Toute cette évocation revient à énoncer ceci : ceux qui croyaient entreprendre la guerre pour la libération des autres ont créé les conditions du détournement de l'énergie révolutionnaire initiale en violence institutionnelle nécessaire au salut collectif, laquelle a abouti au bout du cycle à faire du grand homme de guerre l'arbitre du pouvoir social et le héros symbolique des temps nouveaux ! Le brillant général d'artillerie, Napoléon Bonaparte, promu Premier Consul de la République puis Empereur, dit « Napoléon Ier », devint à la fois l'héritier et le maestro de cette histoire convulsive et contradictoire. [...]

Dans son formidable essai De la guerre, Clausewitz rappelle que « la guerre est la simple continuation de la politique mais par d'autres moyens » : il faut donc étudier et connaître de quoi la guerre est le produit complexe. Mais il dit aussi autre chose qui est plus important que le constat : savoir que la logique de guerre, quand celle-ci est déclarée, échappe généralement à ceux qui l'ont mise en scène et le plus souvent n'obéit guère, dans le temps, qu'aux contraintes qui découlent, soit de sa survenue elle-même, soit d'autres, quelquefois ignorées. Les formes évolutives de la violence originaire qui est un fait consubstantiel au fait de guerre lui-même, les probabilités d'apparition d'événements dus au hasard ou réductibles à la subjectivité des acteurs, les spéculations politiques formulées hors du champ militaire qui relèvent de savoirs obliques au fait de guerre mais qui interfèrent avec eux, conduisent à relever cette donnée fondamentale : la guerre échappe en partie à la maîtrise de ceux qui y ont eu recours ! La guerre crée donc un champ de forces spécifique dont

la résolution peut n'avoir que de faibles rapports avec ce qui en favorisa ou commanda le déclenchement. En sorte que ce qui peut en sortir est le plus souvent à rechercher, soit dans une échelle de compromis dont le centre de gravité oscille entre victoires et reculs, soit dans un état des lieux qui créent les conditions d'une nouvelle entreprise guerrière à venir.

C'est bien ainsi à la lumière de Clausewitz qu'il faut comprendre comment le processus de guerre de presque un quart de siècle (1792-1815) qui a accompagné puis suivi la Révolution française l'a finalement transformée en un processus de décomposition procédurale du grand cri d'espérance qui a traversé la France dans l'été de 1789, puis en un mouvement international qui a promu au rang d'exigence universelle les mouvements d'indépendance nationale et de libération citoyenne dans les deux siècles qui ont suivi.

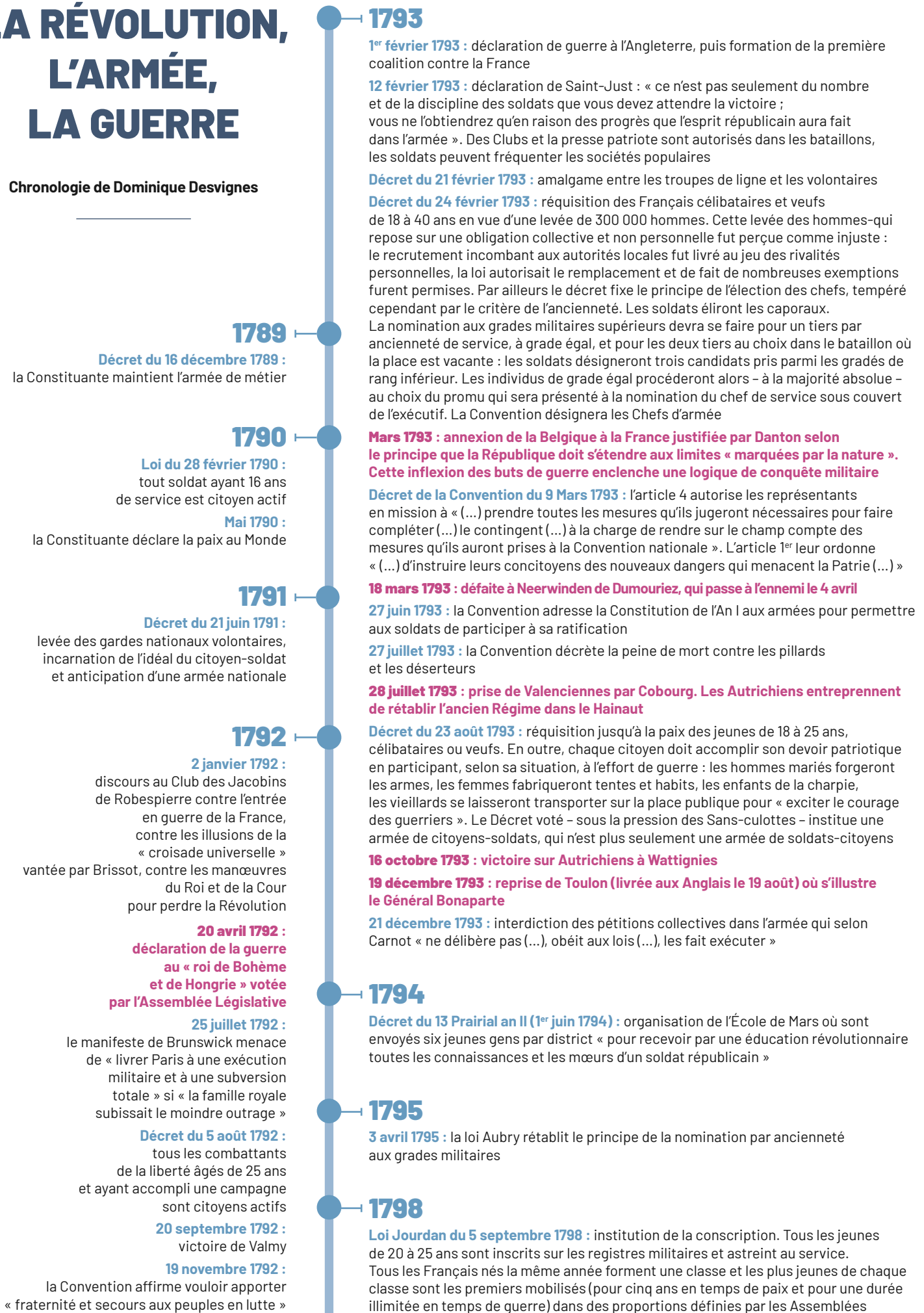
Les chemins pour parvenir à saisir le « Graal du bonheur commun » sont sans modèles préétablis comme le pensait Babeuf. Seule l'histoire, c'est-à-dire, la pensée agissante et l'action commune, sont créatrices des chemins qui y conduisent. Et ce choix c'est celui de la liberté !

Lesueur, Jean-Baptiste,
Joyeux départ des volontaires aux armées,
entre 1792 et 1793.



LA RÉVOLUTION, L'ARMÉE, LA GUERRE

Chronologie de Dominique Desvignes



UNE BATAILLE TROP MÉCONNUE, la victoire de Wattignies

Selon Napoléon Bonaparte, Wattignies fut la plus belle bataille des premières années de la République. Pourtant, cette victoire est moins connue, moins célébrée que celle de Valmy obtenue 13 mois auparavant.

Depuis le 28 juin 1793, les troupes du prince de Saxe-Cobourg ont investi la place forte de Maubeuge ; cette ville fortifiée par Vauban était la clef qui ouvrait le Hainaut et la Picardie aux armées coalisées des adversaires de la Révolution. Paris n'était plus qu'à cinq jours de marche. La ville du bord de Sambre prise, plus aucune fortification ne saurait retenir les envahisseurs.

Alors que le procès de Marie-Antoinette se prépare, la Convention décide d'envoyer les généraux Jourdan et Duquesnoy, assistés par le représentant en mission, le conventionnel Lazare Carnot, pour débloquer la cité maubeugeoise.

Encadrés par des soldats formés dans l'ancienne armée royale, 45 000 volontaires guère expérimentés, mal armés et peu équipés avançaient dans la Nationale 2 vers le nord du Hainaut. Le poète Émile Blémont (1839-1927) publie à la veille du centenaire de la Révolution, une véritable Iliade de plusieurs milliers d'alexandrins racontant l'épopée de ces soldats de l'An II.

Les jours précédents, le 15 octobre, le prince de Saxe-Cobourg organise ses 21 000 soldats pour barrer l'accès de Maubeuge en s'emparant du plateau de Wattignies qui domine la route. Grâce à cette position élevée, il espère ainsi rééquilibrer les forces en présence.

Le 15, les combats sont violents et incertains. Le village de Dourlers est pris et repris plusieurs fois. S'y illustre, jeune héros révolutionnaire, le tambour Sthrau. Il aurait réussi à s'infiltrer derrière la cavalerie hongroise. Ainsi placé, il aurait joué du tambour pour annoncer une contre-attaque des cavaliers de la République. Les Hongrois, surpris et pris de panique, se seraient débandés. Une statue de l'adolescent a été érigée à Avesnes (sous-préfecture du sud-est du Département du Nord).

En ces jours d'octobre, l'Avesnois est humide. Une brume épaisse couvre au matin du 16, le champ de bataille. Le général Duquesnoy en profite. Héros de la bataille d'Hondschoote (près de Dunkerque), il fait déplacer plusieurs milliers de fantassins et de canonniers pour prendre d'assaut le plateau. En cet endroit, l'abrupt est important et les Autrichiens ont mis peu d'hommes pour contrecarrer une attaque jugée impossible.

La surprise des coalisés est totale. En quelques heures, l'armée de Saxe-Cobourg doit faire retraite et dégager Maubeuge.

Alors que ce jour-là, le 16 octobre, Marie-Antoinette, condamnée à mort pour haute trahison, est exécutée, pour la deuxième fois les armées de la République sauvent la Révolution et ses valeurs progressistes. Bientôt, Wattignies prendra le nom de Wattignies-la-Victoire.

Jusqu'au début du XXI^e siècle, Wattignies était presque totalement oublié. Depuis, un petit musée historique y a été créé, un ouvrage évoque enfin cette bataille. En deux jours, près de 7500 hommes Français et Austro-Hongrois seront restés sur le terrain sans sépulture.

En cette mi-octobre 1793, deux événements ont marqué l'histoire de France : l'exécution de Marie-Antoinette et la bataille de Wattignies. Faites un sondage à brûle-pourpoint parmi vos proches, demandez-leur qui était Marie-Antoinette, comment elle est morte, à quelle date ? Interrogez-les sur Wattignies, date de la bataille, où elle se situe ? Les réponses risquent d'être éloquentes. Elles montreront dans quel état est notre mémoire collective, ce qui nous reste en héritage de la Révolution française... Une idée, faites-nous parvenir les résultats de votre sondage, merci.

Pierre Outtertyck

Professeur agrégé d'histoire, fondateur du centre de documentation et d'histoire sociale de Sambre-Avesnois, membre de l'association des Amis de Robespierre et du bicentenaire de la Révolution.



Le jeune soldat Sthrau de Georges Dascher, paru dans Le Livre d'Or des Enfants courageux (vers 1900).

Kuniko Ohara, une fidèle amie du soleil levant

Depuis mon enfance « The Scarlet Pimpernel » (« Le Mouron rouge » en français) était un roman familier en forme de BD et de film, et comme feuilleton radiodiffusé. En été l'an 2002, j'ai vu une émission dramatique à la télévision de ce roman. Je n'aimais pas le héros qui était toujours du côté des aristocrates, mais l'émission de BBC (une série de six épisodes) était très intéressante, et j'ai été surtout fascinée par la belle image mystérieuse de Robespierre.

Dans le dernier épisode, Robespierre devient un peu plus humain et montre ses sentiments doux. Alors j'ai commencé mes recherches sur ce personnage. Le premier livre sur lui que j'ai trouvé était « The Life and Opinions of Maximilien Robespierre » écrit par Professeur Norman Hampson, historien anglais, qui m'a appris que ce révolutionnaire n'était pas diable et qu'il y avait beaucoup de circonstances assez

compliquées et tragiques dont il était victime. À ce propos, j'ai donné un exemplaire de la version française de ce livre (traduite en français par Prof. Hampson et sa femme française) à l'ARBR, et je crois qu'il est conservé dans la bibliothèque de l'Association. Ensuite j'ai lu « Robespierre » que M. Bouloiseau a écrit, et j'ai été fortement émue. Et après, par hasard, j'ai trouvé qu'il existait, dans la cité d'Arras, la ville natale de Robespierre, une association des amis de Robespierre (c'était incroyable pour moi, les amis de Robespierre au XXI^{ème} siècle ? Pas possible !).

J'ai envoyé une lettre de mes questions à Arras, et c'était M. Christian Lescureux qui m'a répondu ! J'ai adhéré tout de suite à l'ARBR, car je voulais recevoir les bulletins qui m'apprendraient beaucoup de détails de la Révolution française et de la vie de Robespierre.

J'ai commencé à étudier la langue française sérieusement après des

années de mes études de loisir et j'ai lu les livres (sur Robespierre) que l'Association a introduits dans ses bulletins, l'un après l'autre. M. Lescureux m'a recommandé de visiter la cité d'Arras, et alors en 2006 j'ai voyagé en France, et M. Lescureux est venu me chercher à la gare d'Arras !

En l'an 2010 j'ai publié un roman (un drame) « La visite de Robespierre » qui raconte ce qui se passerait si Robespierre apparaissait au Japon de nos jours. Puis j'ai traduit cette pièce en français, à l'aide de M. Lescureux, et je l'ai présentée dans l'Internet.

En 2016, j'ai traduit en japonais « Charlotte Robespierre et ses Mémoires » écrit par M. Hector Fleischmann et j'ai publié ce livre aussi.

En ce qui concerne le public japonais, il s'est beaucoup intéressé à Marie-Antoinette au Comte Fersen ou à Napoléon Bonaparte, mais pas à Robespierre. Quand même, les intellectuels et les historiens sont plus objectifs ; ils connaissent la relation étroite entre Jean-Jacques Rousseau et Robespierre et la pureté et la tragédie de celui-ci. Je trouve, dans notre Internet, plusieurs commentaires favorables à Robespierre !

Quant à moi, j'ai été profondément impressionnée par son esprit de combat acharné, par son intransigeance presque fatale, et par sa vie tragique, mais notamment par le fait qu'en France, même aujourd'hui, il y a une association de ses amis qui continuent à lutter et à faire beaucoup d'efforts pour sa réhabilitation dans l'histoire et pour la réalisation de son idéal. Malheureusement, je ne connais aucun pareil exemple au Japon.



Fuyumi Soryo,
avec les éditions Glénat, 2016
collection Seinen
13 x 18 cm, 180 p., 9.15 € TTC
ISBN 978-2-344-01238-3

Cela fait quelques années que les mangas japonais s'inspirent du XVIII^{ème} siècle et particulièrement de la Révolution française...

Vie de l'ARBR

Les 5 et 6 mai l'ARBR célébrait dignement l'anniversaire de l'Incorruptible

Le 6 mai 1758 naît Maximilien de Robespierre ; le 5 mai 1789 le voici élu des Savetiers d'Arras aux États Généraux, réunis autour de Louis XVI, roi absolu. Cette assemblée se devisait autour de trois ordres : la Noblesse et le Clergé, ordres privilégiés ; sans privilèges sans aucun droit, le Tiers (troisième) État regroupant le reste de la société.

Robespierre se mobilise énergiquement pour que les États Généraux deviennent une assemblée constituante où chaque membre compte pour une voix (1 homme, 1 voix) !

Robespierre participe à l'écriture de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1789 et surtout à celle de juin 1793 qui proclame : « le but de toute société est le bonheur commun ». Ce propos républicain a été oublié par nos gouvernants actuels.

DEUX BELLES JOURNÉES SOUS LE SOLEIL !

Le dimanche 5 mai

De 10h à midi une cinquantaine de personnes, rassemblées par l'association des Amis de Robespierre pour le Bicentenaire de la Révolution (ARBR), arpente les vieilles rues d'Arras sous la houlette bienveillante de Bernard Séneca.

Cheville ouvrière de l'Office de tourisme et de l'Académie d'Arras, B. Séneca est un érudit qui connaît bien la capitale de l'Artois.

« En 1760, Arras comptait 22000 habitants dont plus de 7000 domestiques ; chiffres énormes mais n'oublions pas que la ville avait une forte garnison, un clergé nombreux et quelques centaines de familles nobles ou bourgeoises. À cette époque, nombreux échafaudages et travaux marquaient la ville montrant son opulence construite autour d'ateliers textiles, de commerces, de propriétés rurales. Pourtant les domestiques qui n'avaient pas le droit de se marier et de nombreuses familles vivaient chichement aux limites de la misère. »

À 11 ans, Robespierre quitte Arras pour poursuivre de brillantes études au lycée Louis Legrand de Paris. Dix ans plus tard, le voici de retour.

« La ville a changé ; quelques années de mauvaises récoltes dues à des froids vifs et les propriétaires ont perdu de leur superbe. La misère s'installe dans les quartiers populaires. »

Et sans doute, cette situation, parfois dramatique, marque le jeune avocat qu'est devenu Maximilien.

La visite s'achève à l'Hôtel de Guînes, siège de l'Académie où notre guide présente quelques trésors rares en particulier une montre datant de 1792 avec un double cadran : l'un découpe le jour en 12 heures, l'autre en 10 parties suivant le système décimal !

Après un excellent pique-nique partagé dans la salle d'apparat de l'Hôtel, commence une après-midi à la fois festive et studieuse.

En quelques mots, Frédéric Leturque, maire de la cité, présente

l'intérêt de mettre au jour la personnalité de *L'Incorruptible* et de revenir sur une historiographie trop marquée par la « légende noire » de Robespierre. En effet, Tallien, oubliant ses propres votes à la Convention, avait le 28 août 1794, dix jours après l'exécution de Robespierre et de 108 de ses amis, violemment accusé *L'Incorruptible* d'être le seul responsable d'un système de la terreur qui n'avait pourtant jamais été à l'ordre du jour.

Tour à tour les ÉmerVeilleurs et Les Tréteaux de l'Artois ont présenté, à partir de ses écrits des scènes galantes vécues par le jeune Robespierre et des chants de La Commune de Paris.

Enfin, Hervé Leuwers, spécialiste de la Révolution française, décrit de façon enjouée et vivante la famille de Robespierre, quelle famille !

En quelques mots, Alcide Carton, président de l'ARBR, rappela l'objectif de cette journée et remercia les participants, l'Office culturel et la municipalité d'Arras qui ont contribué à la réussite de cette excellente journée !

Le lundi 6 mai à Beaurains

Le 6 mai jour anniversaire de sa naissance, l'ARBR, accueillie par la municipalité, offrait au public beaurainois « Robespierre et la galanterie » la pièce imaginée par Xavier Carrue, notre rédacteur en chef, et interprétée par les ÉmerVeilleurs qui recueillit un franc succès. Le maire rappela, à cet effet, l'existence, dans sa ville, d'une rue Robespierre depuis 1930.

Pierre Outteryck et Alcide Carton



LES RENDEZ-VOUS

■ TOUS AU PANTHÉON LE SAMEDI 27 JUILLET

Aimée Boucher, au nom de l'ARBR, comme les années précédentes, vous accueillera salle de la Convention au Panthéon le samedi 27 juillet à partir de 11h pour honorer la mémoire de Robespierre et 108 de ses amis guillotins les 10, 11 et 12 thermidor par la réaction thermidorienne. Couthon sera mis à l'honneur à cette occasion. Gageons que le déroulement des Jeux ne troublera pas votre venue.

■ LE CYCLE DES CONFÉRENCES 2024-25

Le prochain cycle de nos conférences 2024-2025, interrogera, par un retour aux sources de la Révolution, les déclarations des droits de l'Homme et du citoyen et Robespierre.

7 conférences sont prévues à Arras et retransmises par zoom. D'autres auront lieu pour faire connaître Robespierre dans des petites villes des Hauts de France.

■ LE FUTUR « MUSÉE ROBESPIERRE ».

L'A.R.B.R. est associée à la définition des contenus historiques. Les travaux de rénovation et d'aménagement sont en cours et son inauguration définitive est prévue pour 2026, selon les propos du Maire lors de son passage à l'anniversaire de la naissance de l'Incorruptible le 6 mai dernier.

COTISATIONS

De nombreux adhérents nous ont dit rencontrer des difficultés avec les modalités de paiement en ligne. Notre secrétaire adjoint accepte les chèques libellés au nom de l'ARBR.

Téléphonez-lui ou adressez-lui un petit mot.

CHEZ NOS LIBRAIRES



Michel Biard :
Femme de révolutionnaire
 Parution : avril 2024
 ISBN : 978-2-492818-26-4
 EAN : 9782492818264
 172 pages - 19€

En 1793-1795, des femmes sont arrêtées sous le simple prétexte d'avoir été les compagnes d'hommes mis en accusation. Tel est le sort d'Élisabeth Duplay, l'une des filles du menuisier qui logea Robespierre entre 1791 et 1794, mais également épouse du Conventionnel Le Bas qui périt avec « l'Incorruptible ».

Jaurès : opinion sur la déclaration de guerre en 1792

La Législative, sans passé, sans prestige, n'avait pas confiance en elle-même ; et d'emblée, elle crut qu'elle devait crier très fort, prodiguer des gestes de menace, pour se faire craindre (...). Toute l'Assemblée avait je ne sais quoi de superficiel et d'artificiel. Elle ne portait point en elle la forte, saine et droite pensée du peuple, écarté du scrutin par la loi des citoyens passifs. Et d'autre part, la bourgeoisie dirigeante, très déconcertée et divisée au lendemain de Varennes, ne lui avait donné qu'un mandat trouble et incohérent. Elle était donc comme suspendue dans le vide et à la merci des souffles errants, des motions improvisées ou des intrigues savantes. (...)

C'est ainsi que soudain, en une séance, en un discours, Brissot fit surgir la question de la guerre. Or, c'était en partie, une question factice et qui masquait des desseins inavoués.

Pour nous, aujourd'hui, il n'y a pas de plus troublant problème. Il peut sans doute paraître puéril de refaire l'histoire après coup et de se demander ce qu'il fût advenu de la Révolution, de la France, de l'Europe, de l'univers, si la France révolutionnaire avait pu éviter la guerre.

Mais d'autre part, cette grande aventure de la guerre a fait tant de mal à notre pays et à la liberté, elle a si violemment déchaîné, dans la France de la philosophie et des Droits de l'Homme, les instincts brutaux, elle a si bien préparé la banqueroute de la Révolution en césarisme, que nous sommes obligés de nous demander avec angoisse : cette guerre de la France contre l'Europe était-elle vraiment nécessaire ? Était-elle vraiment commandée par des dispositions des puissances étrangères et par l'état de notre propre pays ? Enfin, pour dire toute notre pensée, il nous répugnerait beaucoup de dégrader ou de méconnaître le patriotisme fervent, l'enthousiasme sacré qui se mêla à la grande aventure guerrière ; mais si à l'origine même de cette aventure héroïque, nous démêlons une part d'intrigues, de roueries, de mensonges, c'est notre devoir d'avertir les générations nouvelles. Je crois pouvoir dire, après avoir bien étudié les documents, que, pour une bonne part, la guerre a été machinée. La Gironde y a conduit la France par tant d'artifices, qu'on n'a pas le droit de dire que la guerre était vraiment inévitable.

Histoire socialiste de la Révolution française (1901-1902), édition A. Soboul, tome 2, *La Législative*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 59-62.



La bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, d'Horace Vernet, 1826.

épilogue

« La guerre n'est donc point une relation d'homme à homme, mais une relation d'État à État, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme soldats ; non point comme membres de la patrie mais comme ses défenseurs »

Rousseau, *Du contrat social*, I, 4, O.C, tome III.

Adhérez à l'ARBR. Pour défendre Robespierre, soutenir l'ARBR et continuer de recevoir le bulletin rendez-vous sur : <https://www.amis-robspierre.org/Adherer-a-l-ARBR-en-2024>